

## 10 | FEARLESS CITIES : LES VILLES, CES CATALYSEURS DU CHANGEMENT

---



Par **DAVID DESSERS** | 1<sup>er</sup> échevin de la Ville de Louvain, en charge de la mobilité, du climat, de l'agriculture et de la consommation

*En 2015, Ada Colau devient la première femme à être élue maire de Barcelone. Elle était la candidate de Barcelona en Comú (Barcelone en commun), un mouvement citoyen fondé sur le militantisme politique et qui, s'appuyant sur l'expérience des Indignados et de leur lutte contre la « caste politique », a su devenir la première force politique de la ville à partir de rien. Du 9 au 11 juin 2017, Barcelone en commun a organisé une conférence de et pour les fearless cities, les « villes sans peur ». Cet événement, Ada Colau le voyait comme un moyen de tendre la main aux villes progressistes du monde entier, afin de nouer avec elles, mais par la base, une alliance propice aux alternatives. Au centre des débats, la notion de « municipalisme » comme moteur du changement et de la transformation. Cinq années ont passé depuis lors. Où en est ce réseau des villes sans peur ? Et quelles sont les lignes de force des villes qui décident de le rejoindre ?*

Lors de ces élections locales de 2015, des mouvements civiques similaires ont pu prendre le pouvoir dans de nombreuses villes espagnoles, dont Madrid. Cette aventure municipaliste a malheureusement pris fin quatre ans plus tard dans bon nombre de ces localités. Seuls trois de ces « maires rebelles » ont pu conserver leur poste. Juan Ribó est resté maire de Valence, de même que José María González « Kichi » à Cadix. Résultat moins attendu, Ada Colau également est parvenue à conserver son mayorat. Manquant de peu la première place en 2019, elle est parvenue à s'ouvrir une voie vers son deuxième mandat grâce aux votes tactiques d'anciens rivaux.

Ces mouvements civiques ne sont pas apparus du jour au lendemain.

Retour sur le printemps et l'été 2011. Des centaines de milliers d'Espagnols occupent les places de nombreuses villes. Ce mouvement du 15 mai, appelé à devenir le mouvement des Indignados, répond à la crise bancaire qui ne tarde pas à se transformer aussi en crise du logement. Car en Espagne, un jeune sur deux se retrouve au chômage et 400 000 personnes au moins perdent leur logement des suites des jeux d'argent bancaire. L'indignation n'est pas seulement morale. Le mouvement du 15 mai exprime un ras-le-bol dirigé résolument contre l'élite politique et économique. Les masses populaires sont mobilisées. Porte-parole de la PAH (la Plateforme des victimes des hypothèques), Ada Colau devient sans surprise une des figures de proue de ce mouvement militant.

Les initiatives telles que Barcelone en commun sont, nous le voyons, le résultat d'une dynamique, d'une politisation, mais aussi de l'expérience accumulée à travers le mouvement du 15 mai. Ce mouvement issu de la base s'est avéré si puissant, y compris à Barcelone, qu'il a secoué le paysage politique de la gauche au point de le contraindre à une reconfiguration. Avec enthousiasme ou réticence, divers groupes et partis politiques se sont rangés derrière le mouvement citoyen : les écologistes de gauche catalans (l'ICV-EUiA), les indépendantistes de gauche (Procés Constituent), les écologistes (Equo) et la branche catalane de Podemos, toutes ces formations ont rejoint Barcelone en commun. Là réside également la raison pour laquelle les initiatives de ce type ne peuvent pas être « copiées/collées » sous d'autres cieux. Elles procèdent d'expériences sociales et politiques spécifiques à un pays ou une région.

Le nom du mouvement raconte également une histoire. Barcelona en Comú renvoie bien évidemment à la communauté urbaine, à la lutte menée ensemble, à l'importance de ce qui est commun et donc aussi au service public. Bien plus encore, on y retrouve une allusion directe aux communs, aux choses que nous partageons et qui ne sont la propriété de personne.

### **Le projet politique au centre**

Quels étaient les points d'ancrage politiques d'Ada Colau et de Barcelone en commun ? Il était question de rémunérations correctes, modestes,

pour les mandataires politiques, la maire décidant elle-même de réduire son propre salaire de façon importante. Nous observons également que Barcelone a travaillé sur la mobilité durable et a élaboré un plan pour s'affranchir de plus en plus de la voiture. La maire et son administration ont mené la vie dure à AirBNB dans une ville littéralement envahie par le tourisme de masse, cette lutte allant totalement de pair avec le cheval de bataille d'Ada Colau : refaire du logement abordable un droit à part entière. En 2017, la municipalité crée Barcelona Energia, un fournisseur d'énergie spécifique pour la zone métropolitaine de Barcelone, dont le rôle est d'assurer l'indépendance énergétique vis-à-vis des grands groupes et de garantir une énergie abordable et de préférence renouvelable, même s'il subsiste beaucoup de travail sur ce dernier point. La municipalité met aussi en avant l'idée de la rotation des mandataires politiques pour veiller à ce que le projet politique – et non pas les mandataires – conserve sa place centrale.

Cela étant, et à l'instar de tous les militants qui se meuvent dans l'arène politique, Ada Colau et Barcelone en commun se sont heurtés à certaines limites. Il s'est avéré que certains volets de leur programme étaient difficilement réalisables et il leur a fallu concéder des compromis. Dès son lancement, la campagne, lourdement personnalisée autour de la figure d'Ada Colau, était en contradiction avec un des principes fondamentaux du mouvement. Depuis le début de son second mandat, la maire se trouve dans une position affaiblie : à la tête d'un gouvernement minoritaire, elle doit systématiquement rechercher le soutien d'autres formations pour faire passer ses projets et ses budgets. Aujourd'hui encore, des expulsions ont lieu, ordonnées à la suite de procédures judiciaires contre lesquelles, en tant que maire, elle ne peut rien faire ou presque. Elle s'y oppose toujours sans la moindre ambiguïté, mais ses adversaires politiques utilisent ces incidents pour salir sa réputation. Quoi qu'il en soit, et six ans plus tard, Barcelone en commun tient toujours bon et les différentes composantes du mouvement sont chaque jour un peu plus imbriquées au sein d'un seul mouvement politique municipal. Sans aucun doute, Ada Colau est parvenue à imprimer sa marque sur la ville. 2016 a vu la naissance de Catalunya en Comú (Catalogne en commun), prolongement de Barcelone en commun et mouvement politique agissant à l'échelle de l'ensemble de la communauté autonome de Catalogne.

## Le municipalisme

Retour sur la conférence. La rencontre des fearless cities de 2017 a réuni 700 participants venus des quatre coins du monde. Beaucoup de participants espagnols, bien sûr, mais aussi pas mal de délégués américains. Et des personnes venues du monde entier : une militante des droits des femmes du Sud-Soudan, une maire chilienne, les représentants d'une plateforme citoyenne de Budapest, un chercheur de Sydney, un militant gambien. Seule l'Asie semblait quelque peu sous-représentée. Quant aux participants belges, il aurait été possible de les compter sur les doigts de la main. La conférence a consisté en une séance d'ouverture enthousiasmante en plein air et en une session de clôture, séparées par de nombreuses sessions de fond tournant autour de tous les aspects du municipalisme, à savoir la dynamique des alternatives politiques par la base, afin de construire, en se servant des villes comme levier, un contre-pouvoir face aux politiques néolibérales, autoritaires et destructrices du climat, toujours dominantes.

Le municipalisme est certainement une notion-valise. En tous les cas, elle ne date pas d'hier. Dès les années 1980, l'anarchiste et écologiste états-unien Murray Bookchin (1921 – 2006) jette sur papier ses idées sur le municipalisme libertaire. Bien des années plus tard, le mouvement kurde se basera sur ses idées pour mener son expérience politique au Rojava, dans le nord de la Syrie. J'ajouterai que l'on observe la montée en puissance d'un courant qui estime que le changement, aujourd'hui, doit intervenir non pas par le haut, mais par la base.

Pour que tout soit clair, précisons que le municipalisme ne part pas du principe qu'il est possible de transformer fondamentalement la société uniquement à l'échelle d'une ville. Il se fonde plutôt sur le constat qu'une ville est un niveau politique auquel d'autres relations politiques sont possibles qu'à l'échelle nationale, et qu'il est donc plus rapide de reconquérir des villes que des gouvernements nationaux. Le municipalisme part également de l'idée que le niveau local est mieux à même de réduire le fossé entre gouvernants et gouvernés, ce qui renforce la politisation. Il est possible, à l'échelon local, d'élaborer et de mettre en pratique des alternatives aux politiques néolibérales dominantes. C'est en ce sens que les alliances entre villes progressistes peuvent aussi peser sur les rapports de force au niveau national, européen ou même mondial. C'est cela aussi que

l'on entend par municipalisme.

Car nous devons aussi veiller à ce que le municipalisme ne nous entraîne pas dans une sorte « d'illusion locale ». Bien que les choses puissent progresser à l'échelon urbain, tant la politique que l'économie sont sous-tendues par des structures et des institutions de plus en plus mondiales, qui génèrent un pouvoir considérable et souvent non démocratique. Plus encore, les budgets et, partant, les marges politiques des villes sont largement déterminés par les États nationaux. La législation également émane dans la majorité des cas des échelons nationaux et européens. Si la plupart des municipalistes sont évidemment conscients de cette réalité, il n'en reste pas moins indispensable de réfléchir sur la façon d'engager *in fine* la lutte politique à ces niveaux supérieurs. Les villes sans peur ou le municipalisme peuvent faire partie d'une stratégie pour le changement, mais ne sont pas un objectif en soi.

## Grenoble en commun

Depuis cette conférence de 2017, un nombre non négligeable de villes européennes ont rejoint la dynamique des villes sans peur. Ce sont souvent des villes d'une certaine taille, dont l'administration est progressiste, écologiste et de gauche. Ce qui frappe également, c'est la diversité de ces exécutifs municipaux et de leurs principales composantes. Ici et là, des voix s'élèvent pour affirmer que le modèle organisationnel de Barcelone en commun est ou devrait être une sorte d'étalon pour le mouvement des villes sans peur. Cette position est défendue par de fervents partisans des mouvements citoyens. Chez nous, en Belgique, il s'agit par exemple de la liste citoyenne Agora, à Bruxelles. Précisons-le, les fondateurs de ce mouvement faisaient partie de la poignée de Belges présents à Barcelone en 2017. Il convient de noter, en parallèle, qu'en ce qui concerne Barcelone en commun, et comme nous l'avons déjà dit, des partis et groupes existants ont effectivement joué un rôle, mais depuis le second plan, et que la liste s'est appuyée sur un programme politique qui formait le socle de la campagne et qui explicitait en toute clarté clairement ce que Barcelone en commun représentait. Ada Colau est avant tout une personnalité politique qui défend sans aucune équivoque un courant de pensée qui met en avant

la participation et à la démocratie participative.

Une année avant l'élection d'Ada Colau au mayorat de Barcelone, un peu plus au nord, à Grenoble, une autre élection municipale a vu la victoire du « Rassemblement Citoyen ». La cité alpine s'est dotée pour la première fois d'un maire écologiste, en la personne d'Éric Piolle. La composition du Rassemblement Citoyen était différente de celle de la liste barcelonaise. Les écologistes d'EELV, dont les racines sont riches et profondes dans la ville, étaient incontestablement les premiers de cordée du projet, mais ils ont bénéficié du soutien d'autres mouvements et partis de la gauche, et notamment de l'actuelle France Insoumise (qui s'appelait à l'époque Parti de Gauche), ainsi que de très nombreux citoyens indépendants. La liste se composait pour un tiers d'indépendants. Le modèle en question était donc plutôt hybride : une alliance entre partis progressistes avec une contribution citoyenne particulièrement active. Les années suivantes ont vu la naissance d'une coopération et d'une interaction intéressantes et étroites avec Barcelone en commun. Eric Piolle a d'ailleurs été un des orateurs de la session d'ouverture de la Conférence des villes sans peur. En 2020, ses alliés et lui ont fait campagne sous la dénomination de « Grenoble en commun », par analogie avec leurs amis barcelonais. Les six années de politique transformative à Grenoble ayant apparemment porté leurs fruits, la réélection n'a pas posé le moindre problème. Il s'est également avéré, lors de ce scrutin, que l'expérience grenobloise avait été le signe avant-coureur d'une vague verte déferlant sur les villes de France. En 2020, Strasbourg, Besançon, Lyon, Poitiers et Marseille ont toutes porté à leur tête un maire écologiste. Nous-mêmes avons été invités une première fois à Grenoble dès 2014, peu après les premiers pas d'Eric Piolle et de son équipe. Et nous y sommes retournés en 2020, après les débuts de la nouvelle équipe. Nous avons bénéficié d'une visite guidée d'une nouvelle génération de responsables et de militants politiques, et observer de nos propres yeux la transformation écologique et sociale de la ville.

## Les 99 d'Amsterdam

La capitale néerlandaise, Amsterdam, est encore un autre exemple municipaliste. Lors des élections locales de 2018, trois partis de la gauche

progressiste ont fait campagne en quelque sorte côte à côte : GroenLinks, le PvdA (les sociaux-démocrates) et le SP (la gauche radicale). Tous trois se sont montrés extrêmement clairs sur l'enjeu des élections : ensemble, ils optaient résolument pour une majorité progressiste dans la capitale néerlandaise. GroenLinks, dont la liste était tirée par le très gauchisant Rutger Groot Wassink, est arrivé en tête. Et Groot Wassink aussi avait été à Barcelone en 2017. Au final, les trois partis de la gauche n'ont pas réussi à atteindre la majorité, ce qui les a contraints à se tourner vers un quatrième partenaire, le parti libéral de gauche D66. L'accord de majorité amstellodamois n'en a pas moins pris les allures d'un cauchemar pour les fripouilles de droite qui jouent les premiers rôles sur la scène politique nationale des Pays-Bas, telles que le premier ministre Marc Rutte (VVD, libéral conservateur) et certaines figures de l'extrême droite telles que Thierry Baudet (Forum pour la démocratie) ou Geert Wilders (PVV). Rutger Groot Wassink a immédiatement établi un lien sans équivoque entre l'administration progressiste d'Amsterdam et les villes sans peur, désignant une équipe de collaborateurs chargés de travailler à l'élargissement du réseau municipaliste international. Sous l'impulsion de l'équipe du nouveau maire, une campagne locale a été lancée sous le nom de « Les 99 d'Amsterdam ». Plus encore, Amsterdam allait accueillir la conférence de suivi des villes sans peur au cours de la dernière semaine de mai 2021. Les plans ont très longtemps tenu bon, jusqu'à ce que la pandémie en décide autrement. Comparé à Grenoble et plus encore à Barcelone, le scénario amstellodamois tient donc davantage de la coalition entre partis progressistes, au sens classique du terme, mais ces partis progressistes se sont pleinement rangés derrière la dynamique des villes sans peur.

## **Le futur est public**

Il est à noter que certaines ONG internationales ont également rejoint la dynamique des villes sans peur et du municipalisme. Il s'agit notamment du Transnational Institute, un institut de recherche militant qui, depuis une quarantaine d'années, mène des réflexions utiles, publie et développe diverses activités en faveur de la justice sociale, de la démocratie et du développement durable. On recense désormais l'engagement de l'ONG européenne Corporate Europe Observatory (CEO), ayant son siège à

Bruxelles. Entre autres activités, le CEO surveille le vaste lobby des entreprises privées qui tourne autour des institutions européennes à Bruxelles, publie à ce sujet nombre de rapports et articles de fond, mais joue également un rôle dans la mise en relation d'expériences municipalistes intéressantes en Europe. TNI et CEO ont déjà organisé à deux reprises la conférence « Municipalize Europe » avec Barcelone en commun et les Verts européens, une première fois le 5 novembre 2018 au Parlement européen et une seconde fois le 6 novembre 2020, malheureusement entièrement en ligne en raison de la pandémie. Un simple regard sur les programmes de ces passionnants échanges montre quelles villes européennes participent activement à ce réseau. Outre les villes déjà citées telles que Barcelone, Grenoble ou Amsterdam, étaient présents dans les panels des représentants de Paris, Naples, Vienne, Copenhague et Budapest, sans compter que de nombreuses villes de tailles plus petites ou moyennes se reconnaissent certainement dans le mouvement municipaliste. Jusqu'à présent, il ne suscite en Belgique qu'un intérêt extrêmement limité. En réalité, seules Bruxelles et Leuven se sont jusqu'à présent impliquées dans cette mouvance. Une fois que la pandémie sera derrière nous, le mouvement des villes sans peur disposera encore d'un potentiel important pour se développer et se généraliser en Belgique.

Les 4 et 5 décembre 2019, TNI a organisé, une fois encore à Amsterdam, une conférence intitulée « *The future is public. Democratic ownership of the economy* ». Si cet événement a attiré de nombreux invités des quatre coins du monde, il a aussi constitué, à la marge, une occasion pour de très nombreuses villes du réseau municipaliste de se rencontrer. Des accords ont été conclus pour structurer davantage le mouvement des villes sans peur. Sauf que la pandémie, une fois de plus, leur a mis des bâtons dans les roues. L'annulation de la grande conférence d'Amsterdam prévue au printemps 2021 a mis à l'arrêt le développement du mouvement.

### **Communs, coopératives, services publics**

On constate, et c'est un point frappant, que les dirigeants politiques qui cherchent à rejoindre le mouvement des villes sans peur sont souvent d'anciens militants dont les racines plongent dans ce que nous appelons



naguère l'altermondialisme, ce mouvement qui a vu le jour à Seattle au tournant du siècle et qui, par la suite, a mobilisé des millions de gens de par le monde contre la toute-puissance de l'idéologie néolibérale du marché et les institutions qui ont imposé cette politique aux pays du monde entier. Cet altermondialisme a donné naissance au mouvement international pour la justice climatique quelques années plus tard, lors du sommet climatique de Copenhague en 2009. Peut-être est-ce en raison de l'absence de perspectives au niveau national ou international qu'une partie de cette génération, aujourd'hui dans la quarantaine, a dirigé son action vers la politique municipale. Cela pour les raisons que nous avons déjà évoquées : il est plus facile de modifier les rapports de force au niveau local, mais aussi de changer de cap relativement vite. La génération qui proclamait qu'un « autre monde » était possible a sans doute eu des fourmis dans les jambes et a décidé de montrer qu'une autre politique était effectivement possible au niveau municipal.

Quelles sont donc les lignes de force de cette autre politique ? L'idée des villes sans peur, des fearless cities, part du constat que trente années de politiques néolibérales ont plongé énormément de personnes dans la peur. Beaucoup trop de gens vivent dans la pauvreté. Le racisme et d'autres formes d'oppression sont présents. Des droits ont été érodés et des services publics, démantelés. Les inégalités se sont constamment accrues, la redistribution sociale a reculé, des richesses considérables se sont concentrées entre les mains d'un nombre de plus en plus limité d'individus. Le chômage, surtout chez les jeunes, annihile toute perspective. La crise écologique fait rage plus que jamais et aucune réponse efficace et suffisante n'y est apportée. Ce dernier point aussi est générateur de peurs et d'incertitudes. Les mouvements politiques autoritaires et populistes de droite les exploitent et gagnent du terrain. Et la réponse de la gauche ne peut être populiste ou autoritaire. Si notre volonté est de lutter contre ces peurs et ces incertitudes, nous devons lutter contre les inégalités, mettre en place un contrôle démocratique digne de ce nom, concrétiser une transition durable et garantir de nouveau à la population des perspectives et des certitudes. C'est de cette manière que nous créerons des villes sans peur et aussi, espérons-le, un jour, une Europe solidaire sans peur.

Les villes sans peur veulent également mettre en place une politique transformatrice. C'est-à-dire aller jusqu'à installer un aiguillage sur la voie

pour que le train prenne définitivement une autre direction. Je prends un exemple dans ma propre ville, Louvain. Les prix des logements y sont plus élevés que partout ailleurs en Flandre, ce qui donne évidemment le la migraine à de nombreux jeunes. Ces dernières années, il n'y a eu d'attention que pour les projets de gros promoteurs privés ou presque. Les autorités ont alors négocié avec des promoteurs pour que ces projets de grande envergure prévoient une part de « logements abordables », même s'ils restaient encore très chers. Entre-temps, Lies Corneillie, la nouvelle échevine du logement, s'est attelée à mettre en place un tout nouveau modèle de logements en accession à la propriété, via un Community Landtrust (une fiducie foncière communautaire). Dans le cadre de cette structure, seuls les logements peuvent changer de propriétaire, le terrain restant entre les mains de la communauté. La communauté bénéficie d'un droit de préemption et la plus-value susceptible d'être réalisée par le propriétaire est limitée. Grâce à ce système, les logements abordables aujourd'hui pourront rester abordables demain et après-demain. Bien entendu, cette fiducie ne se développera que lentement et progressivement, mais elle n'en est pas moins un modèle entièrement nouveau, capable de donner une toute nouvelle direction au « train » de la politique du logement.

## **Cinq lignes de force pour les villes sans peur :**

### **1. Pour des services publics forts, priorité aux besoins sociaux**

Après une époque où les privatisations ont régi la politique mondiale à la manière d'un dogme gravé une fois pour toutes dans le marbre, les villes sans peur mettent en œuvre des services publics forts, locaux, accessibles pour tous, afin de garantir les droits et les services de chacun. Il peut s'agir de services sociaux tels que la garde d'enfants, les soins de santé, les soins pour les personnes âgées, ou encore l'accueil humain de réfugiés. Les villes progressistes rompent également avec les politiques d'économies pour le plaisir d'économiser. Toute autorité se doit de fonctionner de façon transparente, démocratique et efficace, et les deniers publics doivent être utilisés avec soin. Cependant, une autorité ne peut être au service de tous

les citoyens que lorsqu'elle n'est pas mise en pièce et lorsqu'elle peut remplir ses missions de façon suffisamment large. Les économies pour le plaisir d'économiser, pour évoluer vers un secteur public réduit à sa plus simple expression, c'est une recette néolibérale avec laquelle il faut en finir.

Les villes n'ont pas le contrôle total de leur propre budget. Elles sont souvent tributaires de dotations provenant d'autorités supérieures. Lorsqu'il faut réaliser des économies, les besoins sociaux passent à l'avant-plan et les projets dits « de prestige », surtout, sont revus à la baisse. La ville de Grenoble a acquis à cet égard une expérience certes difficile, mais intéressante. En raison de choix nationaux, elle était contrainte de réaliser des économies considérables. , ce qu'elle est finalement parvenue à faire, mais sans toucher aux ambitions sociales et écologiques de ses politiques. Dans notre ville, à Louvain, la coalition progressiste a fait le choix de ne pas économiser du tout. Bien au contraire, le budget pluriannuel prévoit 450 millions d'investissements. Des investissements dans une ville sociale et verte, qui doivent garantir la prospérité de demain.

## **2. Pour une démocratie locale et participative**

En cette époque où les politiques autoritaires reprennent de nouveau le dessus, nous pensons à Rodrigo Duterte aux Philippines, à Victor Orban en Hongrie, à l'extrême droite européenne ou encore à Jair Bolsonaro au Brésil, les villes sans peur pratiquent la démocratie participative, assument leur rôle d'autorité-partenaire en élaborant les politiques autour d'une table où sont rassemblés tous les acteurs locaux. A rebours de la tendance autoritariste, les villes sans peur mettent en œuvre des pratiques de participation et de démocratie directes, mais aussi de cocréation, de panels citoyens et de chantiers urbains au sein desquels toutes sortes d'acteurs urbains et de mouvements sociaux réalisent des projets.

En 2005, je me suis rendu, avec une délégation du Forum social belge, dans la ville portuaire brésilienne de Porto Alegre pour y participer au Forum social mondial, l'événement mondial créé par les altermondialistes en guise d'alternative au Forum économique mondial. Cette ville brésilienne de plus d'un million d'habitants avait instauré depuis déjà longtemps à l'époque une pratique de la démocratie participative – qui demeure l'archétype

de la démocratie participative, dont nous pouvons tirer des enseignements encore aujourd'hui. Ce modèle de Porto Alegre était entièrement axé sur le budget municipal et plus encore sur les budgets d'investissement. Deux fois par an, de grandes assemblées publiques étaient organisées dans seize quartiers de la ville. La première avait pour objectif d'évaluer le budget de l'année précédente. C'est aussi lors de cette première assemblée que l'on procédait à l'élection directe des représentants de ces quartiers. Ceux-ci avaient pour mission de préparer une seconde assemblée populaire durant laquelle les différents quartiers pourraient présenter leurs priorités pour l'année à venir. Un processus similaire se déroulait autour de cinq thèmes transversaux revêtant une importance pour toute la ville (comme la culture ou les soins de santé). Les représentants des diverses assemblées thématiques et de quartier se réunissaient ensuite au sein d'un conseil budgétaire participatif, chargé d'établir un budget type, soumis in fine au conseil municipal. Il n'y avait pas d'obligation pour le conseil municipal de se conformer à ce budget type, mais, dans la mesure où les propositions des différents quartiers avaient une grande légitimité, il n'était pas concevable de n'en tenir aucun compte. En d'autres termes, pendant de nombreuses années, dans une ville du Sud d'une taille comparable à Bruxelles, le cœur des politiques locales, notamment les décisions d'investissement, a été déterminé dans une large mesure par des assemblées populaires et des représentants directement élus des quartiers. Vu les évolutions du paysage politique brésilien, il ne reste plus grand-chose de ce système aujourd'hui. Néanmoins, la ville de Porto Alegre, avec ce modèle participatif, a inspiré des villes du monde entier, les poussant à modifier la relation entre responsables politiques et citoyens, et à fonctionner sur la base d'un large éventail de budgets participatifs.

Je me permets de citer ici l'asbl louvaniste Leuven 2030, une organisation regroupant de multiples acteurs urbains autour des ambitions climatiques de la ville. Une municipalité ne peut fanfaronner que sa ville évolue vers la neutralité climatique. Un tel exercice nécessite l'implication de toute la communauté urbaine. L'administration et l'autorité locale doivent évidemment jouer dans ce domaine un rôle moteur. Mais rien n'est possible sans le concours des habitants, des groupes d'action, des organisations de la société civile, des instituts de la connaissance, des entreprises locales, des institutions semi-publiques, des comités de quartier, etc. Leuven 2030 est une plaque tournante qui compte déjà plus de 600 membres, où tous

les acteurs s'inspirent et se motivent mutuellement, de façon à mettre en mouvement une transition climatique décisive et socialement juste dans notre ville, un processus participatif et cocréatif continu.

### **3. Au-delà de l'opposition entre marché et état : créer des communs**

Ces trente dernières années ont été synonymes de toute-puissance du marché. Un scénario qui a contraint la gauche à la défensive. Cette période a rimé avec l'ouverture des marchés, la fin des monopoles publics et la privatisation des entreprises et des services publics. A cela s'ajoute qu'un certain nombre d'évolutions historiques ont poussé le mouvement socialiste vers une forme d'étatisme. Il en a été ainsi, de toute évidence, pour le mouvement communiste et ses héritiers, mais également pour la social-démocratie, bien que d'une manière différente. Et il en résulte que la gauche, aujourd'hui, ne parvient que très difficilement à penser au-delà de l'opposition entre marché et état. Si quelque chose ne relève pas du marché, alors il relève de l'état, et inversement.

Le mouvement des villes sans peur s'inscrit davantage dans la tradition libertaire, étant entendu qu'il accorde plus d'importance à l'auto-organisation et à l'autogestion, mais aussi à l'autonomie et aux communs. Pour exprimer la chose de façon quelque peu schématique, face à la toute-puissance du marché, nous n'opposons pas la toute-puissance de l'État, mais la légitimité, le contrôle démocratique et la liberté des gens. Dans le projet du Rojava, les Kurdes, inspirés par Murray Bookchin, parlent de déployer une démocratie sans état. Quoi qu'il en soit, il est intéressant de voir que cette approche de la gauche libertaire gagne de nouveau du terrain, car elle pourrait libérer la gauche d'une forme d'étatisme qui réduit à l'impuissance et, dans le pire des cas, se révèle non démocratique. Ce point de départ, dans les villes sans peur, ne doit certainement pas se muer en dogme idéologique. Dans une ville, tout ce qui est fait pour les citoyens ne doit pas se faire du haut vers le bas (top-down), mais peut aussi se faire avec le concours des gens, et par le bas (bottom-up). Cela sous-entend donc que les administrations, progressistes, ne doivent pas forcément contrôler tout ce qui se passe dans une ville, et peuvent accorder de l'autonomie et de la marge de manœuvre aux initiatives émanant de la base. Nous avons

aujourd'hui à Louvain une coalition intéressante et collégiale, mais lorsque des pommes de discorde apparaissent entre rouges et verts, il n'est pas rare que ce soit sur des thématiques de cet ordre.

Le concept des communs, ou des biens communs, est au centre de cette démarche. Les communs peuvent être un élément intéressant des villes de demain. Les communs désignent toutes les choses que nous créons ensemble ou héritons des générations précédentes ou de la nature, et qui n'appartiennent ni au privé, ni au public. Dans la note politique louvaniste, on peut lire, par exemple, que lors de la mise en place de grands projets autour des énergies renouvelables, la ville s'appuie sur le principe selon lequel les ressources naturelles doivent demeurer autant que possibles communes. Dans ce cadre, la ville a utilisé une dizaine de toits de grands bâtiments municipaux pour des installations solaires de grande envergure, tout en invitant les propriétaires d'autres grands bâtiments à lui emboîter le pas. Au bout du compte, ce sont deux coopératives citoyennes autonomes qui ont placé les panneaux solaires, qui ont donc été financés à 100 % par les citoyens de Louvain. Nous avons donc désormais dans notre ville une série de grandes installations solaires qui sont totalement entre les mains des citoyens, via ces coopératives. De façon délibérée, la ville a préféré ne pas participer à ces coopératives pour en garantir l'autonomie. Dans la pratique, cette méthode conduit à une situation d'où chacun sort gagnant : la facture énergétique des propriétaires des toits (et donc des bâtiments) est moins salée, le mouvement coopératif se renforce et les citoyens peuvent finalement « cueillir » des bénéfices en « récoltant » le soleil. En passant, et c'est une évidence, il y a lieu de veiller à ce que les personnes à faibles revenus puissent également prendre part à cette transition énergétique. Mais cet exemple concret montre qu'il est possible de créer des projets qui restent totalement entre les mains des citoyens et qui n'appartiennent aucunement aux autorités et moins encore aux grands groupes énergétiques. Des initiatives similaires existent autour de thématiques telles que l'économie partagée et de la récupération, l'agriculture en circuit court et la culture (des jeunes).

En juin 2018, j'ai passé quelque temps à Garbatella, un quartier historique de Rome de quelque 100 000 habitants et qui possède son propre « gouvernement de district ». Une liste citoyenne progressiste venait d'y remporter les élections. Tout était parti d'un parc laissé totalement à

l'abandon et que les habitants du quartier avaient repris en main. Un petit bâtiment situé dans le parc, rebaptisé « La Casetta Rossa », est devenu un centre de quartier, doté de son propre restaurant social. Une plaine de jeux a été aménagée et les autorités locales ont fini par admettre que les habitants du quartier avaient repris à leur compte de facto la gestion du parc. Devenu une sorte de sanctuaire, le parc a suscité une dynamique tellement puissante que le mouvement auquel il a donné naissance s'est finalement traduit par une victoire électorale. Ou comment un espace public laissé à l'abandon a été transformé en bien commun.

#### **4. Pour une transition climatique socialement juste**

Il va de soi que les villes sans peur doivent aussi faire œuvre pionnière dans le champ climatique. Les villes ne pourront évidemment pas endiguer le changement climatique à elles toutes seules. En revanche, dans notre monde où plus de la moitié des habitants de la planète vivent en milieu urbain, les villes peuvent faire une différence. En outre, les villes peuvent être porteuses de nouveaux espoirs, au moment où le moteur de l'accord de Paris sur le climat semble encore souffrir de trop de ratés.

Construire une ville climatiquement neutre revient à réduire autant que possible les émissions de gaz à effet de serre. À Louvain, une mesure de référence a montré que 60 % de ces émissions sont liées aux bâtiments, résidentiels et non résidentiels. La mobilité représente 25 % des émissions. En d'autres termes, le défi à relever semblait clair. Il fallait entreprendre une action de grande envergure concernant le parc immobilier et le rendre économe en énergie, tout en veillant à ce que les habitants de la ville puissent se déplacer de façon plus durable. Quant à l'énergie qu'il faudrait continuer à consommer sur place malgré tout, il fallait qu'elle devienne durable et être de préférence produite sur place. Et nous constatons des progrès sur ce plan. Malgré une augmentation significative de la population, les émissions de CO<sub>2</sub> des ménages louvaniste ont diminué d'environ 10 % au cours des dix dernières années. Cela étant, nous ne savons que trop bien que nous devons passer à la vitesse supérieure.

En outre, nous observons essentiellement les émissions relativement faciles à mesurer. Il s'avère aujourd'hui que de nombreux types d'émissions

échappent à nos « radars ». Il s'agit notamment des émissions cachées derrière les matières premières et tous les produits que nous trouvons dans nos magasins. Cela nous a amenés à élargir notre champ d'action. En parallèle, nous voulons également œuvrer pour une autre économie, une économie circulaire, où les déchets redeviennent de la matière première, où les flux résiduels sont pleinement exploités, où nous récupérons plutôt que de jeter, où nous bouclons les cycles, et où nous apportons beaucoup plus notre propre contribution en matière de production et de consommation alimentaire. Le fait qu'il faille une autre économie pour construire une ville climatiquement neutre rend le défi encore beaucoup plus difficile à relever, mais il offre aussi beaucoup de nouvelles possibilités.

Enfin, de nombreuses villes sont confrontées à des formes d'inégalité que la crise climatique vient encore accentuer. Dans une ville comme Louvain, la moitié des citoyens ne sont pas propriétaires du logement dans lequel ils vivent. En d'autres termes, les politiques visant à distribuer toutes sortes de primes à la rénovation aux citoyens propriétaires de leur logement ne les touche pas. Dans une ville, une politique climatique orientée exclusivement vers la classe moyenne et les habitants aisés ne change pas fondamentalement la donne. Voilà pourquoi les villes doivent donner forme concrète à une politique climatique socialement juste, où la propreté de l'air, l'accès aux espaces verts, la qualité des logements, l'alimentation saine et la mobilité durable sont des droits, et non pas des privilèges. Les villes doivent ouvrir la voie aussi sur ce plan là.

### **5. Tandis que les pays se ferment, les villes s'ouvrent**

L'idée du mouvement des villes sans peur réside toute entière dans le fait que les villes ne sont pas des îles dans le monde et qu'elles ne peuvent peser de tout leur poids que lorsqu'elles sont conscientes de la place qu'elles occupent dans ce monde, et qu'elles se donnent la main. Par la base, les villes peuvent mettre en place des politiques opposées aux tendances néolibérales, autoritaires, destructrices de l'environnement et xénophobes qui déterminent trop souvent les politiques nationales et internationales, et instaurer des pratiques orientées vers la solidité des prestations de services, les biens communs, la participation, l'ambition climatique et une très grande diversité. Elles peuvent apporter la preuve, sur le terrain, qu'une



autre politique et une autre société sont possibles. Et pour autant qu'elles puissent se trouver et opter pour la coopération, elles peuvent constituer un mouvement mondial pour le changement.

Tandis que les pays se ferment, les villes s'ouvrent. Les villes sans peur ont leurs deux pieds bien ancrés dans le monde et peuvent suivre un autre chemin, y compris, par exemple, dans le domaine de la politique des réfugiés. Sur ce plan aussi les villes peuvent jouer un autre rôle, d'autant plus qu'elles ne cessent de se diversifier tant et plus. Et lorsque des gouvernements nationaux ou des structures supranationales adoptent des postures progressistes, il est évident que les villes ne doivent pas hésiter à rebondir positivement.

*C'est à Barcelone que nous avons entamé cette histoire. C'est à Barcelone aussi que se jouera son épilogue. Car en organisant la conférence des villes sans peur et en libérant cette dynamique municipaliste, les autorités de la ville catalane ont montré qu'elles avaient de la suite dans les idées. Ce n'est pas de mots que l'internationalisme a besoin, mais de pratiques. Et en organisant cette conférence, c'est bien davantage qu'une graine que Barcelone en commun a plantée. Avec la crise du coronavirus, nous ne savons plus exactement quels arbres sont en train de pousser, ni quels fruits ils produiront. Mais lorsque cette fichue pandémie appartiendra au passé, nous devons absolument continuer cette histoire. Quand Ada Colau a remporté les élections de Barcelone en 2015, elle a remercié ses partisans d'avoir « rendu l'impossible possible ». Trente ans après que certains eussent proclamé « la fin de l'histoire », là réside peut-être l'essence des villes sans peur : rendre de nouveau l'impossible possible.*